

Deuxième exemple : La querelle du pillage.

Le mot pillage peut être employé dans la terminologie marxiste dans un double sens. Au sens littéral, d'après Littré, piller signifie : « dépouiller de ses biens avec violence une ville, etc. » On parle dans ce sens du pillage de Vienne par les soldats russes durant la seconde guerre mondiale. Au sens figuré, on peut dire également que la bureaucratie soviétique « pille » l'économie planifiée, que les bureaucrates vivent du « pillage » de la propriété collective. Cela signifie qu'ils s'approprient une partie de cette propriété, ou qu'ils s'en approprient l'usufruit, au détriment du développement optimum, des forces productives dans le cadre des rapports de production donnés. La querelle que Marcoux nous cherche au sujet de notre sol-disante affirmation que le « pillage des pays du glacis est passager » n'est rien d'autre qu'une habile jonglerie avec la double signification de ce terme.

Polémiquant contre Lucien, Logan, etc., qui mettent l'accent sur le pillage au terme littéral du mot — qui affirment : la bureaucratie désindustrialise ces pays ; elle diminue le nombre de travailleurs ; elle enlève les machines, l'outillage industriel, etc. — nous avons affirmé : CELA N'EST QU'UN PHÉNOMÈNE PASSAGER pour une série de pays (1). La bureaucratie se rend compte que cette façon de piller — au terme littéral du mot — les pays du glacis est irrationnelle et lui rapporte de moins en moins. Elle doit substituer à cette méthode de pillage une autre méthode d'exploitation — qui revient au fond également au « pillage », mais au sens figuré du mot ! — qui pousse ces pays à augmenter, et non pas diminuer le nombre d'ouvriers, à augmenter, et non pas à diminuer le nombre d'usines, à accroître et non pas à diminuer la masse de l'outillage industriel, etc. Bien entendu, avec cette méthode changée d'exploitation, la situation des masses ne s'améliore pas du tout, ou très peu. Tout ce qu'elles produisent de plus s'en va en premier lieu en Russie. Cela, nous ne l'avons nié nulle part. Au contraire, toute notre argumentation est précisément basée sur le fait que la bureaucratie sera forcée, par ses propres intérêts d'exploitation du « glacis », de promouvoir l'industrialisation de ces pays. Et les événements depuis un an nous ont donné complètement raison à ce sujet.

Un deuxième procédé qu'il manie avec prédilection est celui de substituer aux positions contre lesquelles il doit polémiquer des positions « résumées » et simplifiées d'une façon grossière contre lesquelles il est bien entendu plus facile de se battre.

Nous avons résumé notre schéma des événements qui se sont déroulés dans le « glacis » en six points. Il aurait suffi d'une dizaine de lignes pour énumérer ces six points : 1° Montée révolutionnaire déclenchée par l'approche et l'entrée de l'armée russe ; 2° Répression contre-révolutionnaire de la bureaucratie ; 3° La bureaucratie ne peut incorporer à l'U. R. S. S. que des territoires sur lesquels les rapports de production ont été assimilés à ceux issus de la Révolution d'octobre ; 4° Une assimilation pareille, sur une vaste échelle, n'est possible que par l'expropriation des classes possédantes à travers l'action révolutionnaire des masses, à quoi la bureaucratie n'est pas prête d'avoir recours ; 5° Elle se limite par conséquent de retirer de ces pays toutes les ressources possibles pour hâter la reconstruction de l'U. R. S. S. ; 6° Elle essaye de s'assurer tout le contrôle stratégique, militaire et policier de ces pays en

vue des perspectives d'une troisième guerre mondiale et pour faciliter et assurer son exploitation de ces pays. Plus loin, nous ajoutons : « Cette politique de la bureaucratie ne se heurte au début, pour une série de raisons historiques, qu'à une résistance faible ou nulle de la bourgeoisie de ces pays. Mais à mesure que le mouvement des masses y recule, que l'impérialisme américain passe à une politique plus « ferme » envers la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie des pays du « glacis » s'opposera de plus en plus fermement aux exigences de la bureaucratie. Celle-ci sera forcée de passer à des actes contre la bourgeoisie. Ces actes viseront à son expropriation progressive, à quoi la bureaucratie sera cependant incapable d'aboutir. »

Tout cela est peut-être « absurde » et « contradictoire » comme le pense Marcoux, mais cela est assez clair, et en tout cas, ne ressemble pas du tout aux « résumés » que Marcoux en a fait. D'abord, il « résume » notre position en « deux théories » : 1° « Après avoir pillé les pays du « glacis », face à la pression concertée de l'impérialisme et de la bourgeoisie indigène, la bureaucratie était forcée de s'appuyer davantage sur les masses » ; 2° « Débutant par une destruction des forces productives il résulte, pour autant que l'occupation se prolonge, un développement de celles-ci. »

Constatons immédiatement que ce « résumé » est peu objectif et encore moins complet et qu'en prenant quelques phrases tirées hors du contexte, Marcoux nous fait mettre l'accent sur un aspect particulier des choses, alors que nous nous sommes forcés d'en considérer autant que possible tout les aspects (2).

Ensuite Marcoux est plus généreux : il nous concède trois points de résumé. Les voici : a) L'approche de l'armée rouge déclenche une montée révolutionnaire plus ou moins vaste ; b) La bureaucratie aura tendance à réprimer toutes les larges actions indépendantes des masses ; c) Elle ne peut incorporer ces territoires définitivement qu'à travers leur assimilation structurelle.

Encore ici, l'énumération est incomplète et donne une idée fautive de l'ensemble de notre conception. Mais elle ne constitue qu'un savant tour de main pour permettre à Marcoux d'arriver enfin à la conclusion à laquelle tend toute cette « préparation » peu catholique :

« Si Germain parle de tendance à l'assimilation, c'est qu'en réalité son point de départ reste celui qui nous était commun avant la guerre et avant l'expérience du « glacis », à savoir : l'économie soviétique étant une économie planifiée basée sur la nationalisation du sol, la socialisation des moyens de production et le monopole du commerce extérieur, chaque avance des armées capitalistes sur le territoire soviétique doit se traduire par la destruction des bases de l'économie planifiée (ce qui arriva lors de la pénétration en Allemagne) et chaque avance de l'armée soviétique doit se traduire par la destruction des rapports capitalistes. Or le deuxième terme de ce point de vue tout théorique avant la guerre a été absolument contourné par les faits. »

Ici, nous attrapons notre délinquant la main dans le sac, car ce fameux deuxième terme n'existe que dans l'imagination

(2) Il est, d'autre part, caractéristique pour la méthode de discuter de Marcoux qu'il n'essaye même pas de confronter ces deux « hallucinations » avec la réalité et de les « anéantir » à l'aide de quelques faits concrets. Nous continuons à affirmer hautement qu'à mesure que se prolongent l'occupation et le contrôle sur les pays du glacis par la bureaucratie soviétique, il y a dans plusieurs parmi eux un développement des forces productives qui, tout en se maintenant dans les cadres du capitalisme, est inconcevable et impossible par l'action des capitalistes, et constitue le résultat en premier lieu de l'action de la bureaucratie soviétique sur l'économie de ces pays. Cette affirmation peut déjà s'appuyer sur des chiffres de production réels, pour la Yougoslavie et la Bulgarie, par exemple. Nous affirmons que, face au renforcement des partis bourgeois, la bureaucratie stalinienne est forcée de s'appuyer davantage sur les masses dans certains pays du glacis ; que, contrairement à ce qui se passe, par exemple, en Russie et même en France, durant la crise Nagy en Hongrie, le chef stalinien Rakosy faisait nuit et jour la tournée des usines et appelait les ouvriers à se tenir prêts à sortir dans la rue, si la bourgeoisie « résistait » davantage. Voici d'après nous les faits, sur lesquels nous aimerions bien être contredits par Marcoux ou par qui que ce soit. Que le développement des forces productives ne soit pas socialiste, ne soit pas harmonieux, ne se fasse pas dans l'intérêt des masses — nous le savons parfaitement. Que la mobilisation des masses par les staliens reste limitée ; que le P.C. s'efforce en même temps de renforcer leur contrôle sur le mouvement ouvrier pour avoir le maximum de garanties sur leur possibilité d'endiguer le mouvement qu'ils sont forcés de déclencher, cela est l'évidence même. Il n'en reste pas moins vrai que ces deux phénomènes, comme tels, sont des caractéristiques spécifiques de l'action de la bureaucratie stalinienne, et qu'aucune formation sociale ne peut, de par sa nature intime, suivre un cours pareil.

méchante de Marcoux — et autres polémistes qui veulent fausser la position de l'Internationale pour mieux la combattre ! — et est absolument opposé à notre véritable position, qui a été exposée ainsi par Trotsky :

« No one has said that the Soviet bureaucracy always and everywhere either wishes or is able to accomplish the expropriation of the bourgeoisie. We only say that no other government could have accomplished that social overturn which the Kremlin bureaucracy notwithstanding its alliance with Hitler found itself compelled to sanction in eastern Poland. Failing this, it could not include the territory in the Federation of the U. S. R. R. »

(From a Scratch to Gangrene ; « In Defense of Marxism », p. 131.)

Voilà « le second terme » de notre « point de vue d'avant la guerre » : LA BUREAUCRATIE N'EST PAS CAPABLE

Les « limites » de l'assimilation structurelle.

Marcoux note correctement les conditions spéciales dans lesquelles l'assimilation structurelle des pays baltes, d'une partie de la Finlande et de la Prusse orientale, de l'Ukraine subcarpathique, de la Bukovine et de la Bessarabie a été faite. Elle a été accompagnée de l'expulsion de 6,4 millions de Finnois, Polonais et Roumains, et l'incorporation en U. R. S. S. d'au moins 10 millions de Baltes, d'Ukrainiens et de Blancs-Russes. « On n'aurait pas pu refouler les premiers » (les Baltes), dit Marcoux en l'occurrence, et les seconds (Ukrainiens et Blancs-Russes) sont traités comme « des frères de sang ».

L'étonnante conclusion à laquelle arrive Marcoux est la suivante :

« L'assimilation structurelle sur une telle base (limitation dans l'espace et russification) traçait d'elle-même la frontière de l'extension des rapports économiques nouveaux aux confins d'un territoire historique et ethnique d'une valeur d'ailleurs douteuse. »

Ceci est une perle ! Quels sont ces « confins... d'ailleurs douteux » ? Koenigsberg ? Mais si l'on remonte assez loin dans l'histoire, on trouvera facilement une date à laquelle les tsars occupaient des territoires bien plus larges. Toute la Finlande et une partie de la Pologne actuelle (le grand-duché de Varsovie) furent jadis des territoires russes. Celle-ci pourrait même avoir certaine « prétentions » sur la Suède. Si ces « confins du territoire historique » sont déjà maintenant « d'une valeur douteuse », pourquoi la bureaucratie hésiterait-elle à faire appel à d'autres réminiscences historiques pour « expliquer » l'annexion de régions bien plus vastes ? Marcoux accepte ici les misérables justifications avancées par la propagande nationaliste du Kremlin pour monnaie courante, c'est-à-dire, il y voit une explication réelle de l'expansionnisme soviétique !

L'argument de la « russification » est encore moins convaincant. Depuis de longues années, la bureaucratie poursuit une politique de « russification » acharnée à l'intérieur de ses propres frontières. N'oublions pas qu'elle y a affaire avec quelques dizaines de nationalités différentes ! Cela pourtant ne l'a pas du tout empêché de maintenir sa dictature féroce sur leur dos et même de leur imposer des doses de « russification » de plus en plus fortes. Nous ne voyons pas du tout pourquoi la « nationalité » serait un obstacle à « l'assimilation », disons de 3 millions de Finnois, alors que celle de 7 millions de Baltes a été possible !

Mais la « bureaucratie et Wall-Street avaient accepté d'un commun accord de pratiquer une politique d'anéantissement non seulement de l'impérialisme allemand... Cette politique a amené le Kremlin à donner à sa guerre le caractère d'une guerre de défense nationale, à ces conquêtes un caractère de « récupération... » (Marcoux, p. 12). Bien entendu, mais ce caractère de la politique du Kremlin, élaboré dans les années 1943-44 reflétait les rapports de forces de ce moment. Il expliquerait à la rigueur pour quelles raisons les annexions, et à fortiori, l'assimilation structurelle, des territoires de l'Europe orientale a été limitée au lendemain immédiat de la guerre aux territoires sus-mentionnés. Mais les rapports de forces évoluent, et ainsi fait la politique qui en est l'expression. Marcoux serait-il assez naïf pour supposer que la bureaucratie refuserait d'annexer demain la Pologne, si les rapports de forces le permettaient, et cela pour « rester fidèle à sa politique de récupération d'une prétendue propriété nationale... » ? Cela est trop absurde pour s'y arrêter davantage. L'idéologie peut bien « réagir » sur l'infrastructure, mais pas jusqu'au point de faire oublier aux groupes sociaux leurs intérêts les plus élémentaires. Force nous est de conclure que Marcoux prend le reflet propa-

D'INCORPORER DANS LA FEDERATION DE L'UNION SOVIETIQUE DES TERRITOIRES SUR LESQUELS LES RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ CAPITALISTES N'ONT PAS ÉTÉ DETRUITS. C'est tout autre chose que ce que Marcoux essaye de faire passer comme « notre théorie ». Et Marcoux lui-même est forcé d'admettre que ce deuxième terme s'est vérifié rigoureusement, c'est-à-dire que sur tous les territoires incorporés dans l'U.R.S.S. les rapports de production et de propriété capitalistes ont été détruits.

Cette substitution grossière d'une position caricaturée à la véritable position de l'Internationale (1) a pour but de passer sous silence le véritable problème, qui est celui des possibilités et limites de la coexistence de la bureaucratie et de la bourgeoisie indigène dans les pays du « glacis », problème que Marcoux pose uniquement sous une forme juridique, au lieu de l'approcher du point de vue du dynamisme de la lutte de classes.

gandiste, idéologique, politique des choses pour leur nature profonde. La cause de la limitation des annexions russes à certains territoires ne se trouve pas dans une « idéologie » déterminée du Kremlin, mais dans les RAPPORTS DE FORCES ENTRE LA BUREAUCRATIE ET L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN D'UNE PART, et dans les rapports de forces sociaux à l'intérieur des pays occupés d'autre part. Ce sont ces rapports de forces qui interdiront à la bureaucratie de dépasser une certaine limite, et « l'idéologie » avec laquelle sa politique fut couverte n'est qu'un reflet indirect de cette limite !

Et c'est ici qu'on peut comprendre un des principaux aspects — et, nous continuons à penser un des principaux avantages ! — de notre « théorie schématique » de l'assimilation structurelle. D'après celle-ci, l'annexion d'un territoire à l'U. R. S. S. n'est possible qu'en fonction de la destruction des rapports de production capitalistes sur ce territoire, et NOUS PENSONS QUE PAREILLE DESTRUCTION N'EST POSSIBLE QU'A TRAVERS LA LUTTE DES MASSES, DU MOMENT QU'IL S'AGIT DE TERRITOIRES PLUS OU MOINS VASTES SUR LESQUELS LES RAPPORTS DE PRODUCTION CAPITALISTES SONT ÉTABLIS ! Cette question pose, en réalité, toute la question du marxisme qui voit dans le prolétariat la seule force capable d'abolir le capitalisme. Nous ne traiterons pas cette question ici en détail parce que nous lui consacrerons une étude à part. Mais limitons-nous à constater que précisément le facteur que cite Marcoux — la déportation en masse de la population des provinces annexées — est une confirmation de cette règle marxiste. Étant incapable d'exproprier « bureaucratiquement » des centaines de milliers de petits et grands bourgeois — une expropriation pareille n'est possible que grâce à l'action des masses qui SE SUBSTITUENT AUTOMATIQUÉMENT A EUX DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION ! — la bureaucratie a été forcée de les supprimer par le terrorisme. Mais à mesure que les territoires deviennent plus vastes, plus éloignés du centre, d'une densité de population plus forte et plus développée économiquement, ce terrorisme bureaucratique devient naturellement de moins en moins efficace, surtout parce que le G.P.U. continue à exercer ses fonctions en Russie même. LES LIMITES DE L'ASSIMILATION STRUCTURELLE SONT DONC DONNÉES PAR L'IMPOSSIBILITÉ POUR LA BUREAUCRATIE DE DETRUIRE, soit par l'appel à l'action révolutionnaire, soit par la terreur policière, LES CLASSES POSSEDANTES sur de vastes territoires au-delà des frontières russes, et non pas par une quelconque « idéologie ».

(1) Au cours de la Conférence nationale du P.C.I. français sur la question de l'U.R.S.S., Marcoux cita le passage suivant d'un article de Trotsky pour montrer combien l'Internationale « s'était trompée » dans ses prévisions, et combien Trotsky lui-même aurait « compris la nécessité de changer de politique » :

« Admettons, pour un instant, que, par un accord avec Hitler, le gouvernement de Moscou laisse intact, dans les provinces occupées, les droits de la propriété privée et se borne à un « contrôle » du type fasciste. Une telle concession aurait un caractère profondément principal et pourrait devenir le point de départ d'un nouveau chapitre dans l'histoire du régime soviétique et, par conséquent, le point de départ d'une nouvelle appréciation de notre part de la nature de l'Etat soviétique. »

Mais il se garda bien de citer la phrase précédente, qui démontre encore une fois la pensée précise de Trotsky, et qui implique et la confirmation de cette théorie par les événements et l'absence de toute « nécessité » à ce sujet de changer de position :

« La plus grande partie des territoires occupés deviendra indiscutablement partie intégrante de l'U.R.S.S. Dans quelle forme au juste ? Admettons un instant, etc... »